

# 2013 : Trois assassinats pour tuer la cause kurde

Fidan Dogan, Sakine Cansiz et Leyla Shaylemez étaient trois militantes kurdes qui travaillaient au sein du Centre d'information sur le Kurdistan, au 147 rue Lafayette à Paris. Leur assassinat ne doit rien au hasard : elles étaient des cadres du mouvement, chacune représentant une génération. Rappelons que Sakine Cansiz était l'une des 6 fondatrices du PKK, et qu'elle avait participé à la formation de sa branche armée féminine dans les



Sara - Sakine Cansiz      Rojbin - Fidan Dogan      Romahif - Leyla Shaylemez

années 80. Au moment de sa mort, elle participait au développement en France et en Europe de la cause kurde. Fidan était, quant à elle, affectée aux activités diplomatiques. Enfin Leyla avait milité dans les organisations de jeunesse kurdes avant d'être envoyée à Paris pour développer les activités du centre d'information. En les assassinant, il s'agissait de porter un coup à l'élargissement de la lutte kurde en France et en Europe.

## Assassinats du 23 décembre 2023

Vendredi 23 décembre, un homme d'extrême droite a ouvert le feu sur le centre culturel kurde de Paris ainsi que sur un restaurant et un coiffeur, rue d'Enghien, assassinant plusieurs camarades kurdes et en blessant grièvement plusieurs autres. À l'heure actuelle, 3 personnes sont décédées, 3 autres sont dans un état grave. Le tueur n'est pas sorti de nulle part : il avait déjà tenté par le passé, et à plusieurs reprises, d'assassiner des personnes migrantes, notamment en attaquant un camp à coup de sabre. Cette fois, il s'est procuré une arme à feu et a planifié cette nouvelle attaque raciste, qui s'inscrit dans la



continuité d'une série d'actions de plus en plus violentes de l'extrême-droite. Cette stratégie porte un nom : le terrorisme. **Emine Kara** (Evin Goyi) était une ancienne combattante contre DAESH et une des représentantes du mouvement des femmes kurdes. **Mir Perwer** (Sirin Aydin) était musicien et persécuté en Turquie où il fut condamné à 20 ans de prison pour sa musique engagée. **Abdurrahman Kizil**, était un militant dont le centre culturel kurde de Paris était devenu la deuxième maison. **10 ans après, ce 23 décembre 2022, nous condamnons cette nouvelle attaque. Ce nouvel attentat ne doit pas, à son tour, rester impuni !**

ment des femmes kurdes. **Mir Perwer** (Sirin Aydin) était musicien et persécuté en Turquie où il fut condamné à 20 ans de prison pour sa musique engagée. **Abdurrahman Kizil**, était un militant dont le centre culturel kurde de Paris était devenu la deuxième maison. **10 ans après, ce 23 décembre 2022, nous condamnons cette nouvelle attaque. Ce nouvel attentat ne doit pas, à son tour, rester impuni !**

À l'occasion de la manifestation appelée le samedi 7 janvier 2023 pour la vérité et la justice pour Sakine, Fidan et Leyla et dans le contexte de ce nouvel assassinat endeuillant la communauté kurde, l'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation massive !

## Biji Kurdistan

Malgré une culture, une histoire et une terre commune, les Kurdes constituent le plus grand peuple sans État. Lors de la partition du Moyen-Orient dans les années 1920, les Kurdes, peuple de la Mésopotamie, se virent refuser la création d'un État-Nation. Ils-elles furent séparé-es entre quatre États (Irak, Iran, Syrie et Turquie) où ils-elles furent et sont encore réprimé-es pour leurs langues et leurs cultures. Leurs premières résistances furent les refus des politiques d'assi-

milation. Plusieurs partis de libération virent le jour, dont le PDK et l'UPK en Irak, le Komala en Iran, et le PKK en Turquie. Ces partis ont des différences idéologiques marquées, qui se sont creusées au fil des années. Le PDK et UPK devinrent des partis d'État en Irak, dirigeant la région autonome du Kurdistan et prônant un système capitaliste néolibéral marqué par le népotisme et la corruption. En Turquie, dans le giron du PKK et sous l'influence de son dirigeant, Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, naquit une nouvelle perspective politique : celle du confédéralisme démocratique.

En juillet 2012, au Rojava, dans le nord de la Syrie, les Kurdes s'en réclamant, et leurs alliés arabes, syriaques... mettent en pratique le projet de confédéralisme démocratique. Abandonnant l'idée nationaliste d'un grand Kurdistan, celui-ci repose sur l'auto-organisation locale via un système de démocratie directe basé sur les conseils, sur l'égalité des genres, l'écologie et une économie coopérative non capitaliste. Depuis, les Kurdes n'ont cessé de combattre sur tous les fronts les ennemis de la liberté, de l'État islamique au régime autoritaire d'Irak en passant par l'État turc.

## Un peuple « martyr »

Depuis les années 1920 et les premiers massacres en Turquie, les Kurdes sont la cible d'une violente répression dans tous les pays où ils-elles vivent. Ils comptent ainsi plusieurs centaines de milliers de victimes en un siècle. C'est suite aux terribles massacres perpétrés par Saddam Hussein en Irak, qu'est né dans les années 90 la région autonome du Kurdistan en Irak. En 2012, les Kurdes ont proclamé l'exis-

tence d'une région autonome dans le nord de la Syrie, mais estimant l'idée politique d'un État nation périmée, ils-elles en firent une région où le droit de chaque peuple à exister est reconnu. Cela n'a en rien protégé les Kurdes contre les exactions dont ils-elles sont victimes.

Malgré les massacres et les oppressions culturelles, les Kurdes n'ont pas trouvé de territoire où se réfugier. Ainsi ils-elles sont réprimé-es aussi dans de nombreux pays d'exil. Ceux-ci, voulant maintenir leurs intérêts commerciaux et diplomatiques avec la Turquie, cèdent aux pressions qu'elle exerce pour refuser le retrait du

PKK de la liste des organisations terroristes, et criminaliser le mouvement kurde. Cela autorise, par exemple la France, à geler les avoirs, refuser le statut de réfugié-e, mettre sous surveillance et arrêter des militant-es kurdes.

### Complice la France ?

Alors que de nombreux éléments de l'enquête mènent aux services secrets turcs, la France refuse toujours de lever le secret défense. Les gouvernements français successifs couvrent ainsi le rôle de l'État turc et ses structures répressives dans ces assassinats, faisant ainsi de la France un terrain de jeu pour la Turquie.